



No 16 - WINTER 1994

Direktorate General XXI
Customs and Indirect Taxation

CONTENTS

EDITORIAL	1
WHO DOES WHAT?	
Du côté de la lutte contre la fraude	4
HAPPENINGS	
Seeking a Haven	11
Réunion conjointe des DG douane de la fiscalité indirecte	15
The seventh heaven!	16
Uruguay Round at a glance	18
Avant nous, le déluge	20
"Thank you Note"	22
POST BOX 21	24
EUROPEAN CUSTOMS AND TAX ASSOCIATION	i-viii
CLIPPINGS	25
ENTRE NOUS	27
Ulysse à Batavia	30
Did you have a nice Christmas, Directorate B?	33
"Fronteira"	35
The Euro-Voyous day out	37
Daniele in peril	39
She Rules	40
The Rules	41
EN BREF	
Driving Force	42
US Customs Commissioner visits SAMCOMM	44
Recent acquisitions to the Library	45
STOP PRESS	47



*This edition of the INFO is gently dedicated to our colleagues of the female gender. It is surely a happy coincidence that all three of the babies announced this time are little girls. Likewise it can only be an unfortunate coincidence that only one of our happy colleagues whose promotion is announced is a lady. By now we had expected that one or two of our ladies would have been recently numbered among the heads of unit, but we still only have an "acting" head of unit in waiting and the "Assistant" herself. We wonder which of these two we will be able to congratulate first! Well "the best laid schemes o' mice an' men gang aft agley"** in the words of perhaps the most historically famous of excise officers - the Scottish poet Robert Burns whose birthday has recently been celebra*

ted. Nevertheless the INFO has to plan well ahead when preparing the next edition and, even if at the time it seemed we could hope and expect the "breakthrough", we were wrong, but we are sure that this is only true of the short term and that shortly their true worth will be recognised "hierarchically". This being said it, of course, cannot imply, because that would be totally wrong, that DG XXI does not already appreciate both the ladies and the gentlemen that, after all, make it what it is. A Directorate General is more than a list of tasks set down on paper - it is essentially the people that carry out these tasks.

While on the subject of promotions we should be satisfied to hear that one of our own, even though a relative baby of only some five-and-a-

* This poetic Scottish english when translated into modern prosaic standard English might read "The best prepared plans, made either by ordinary men or Director Generals, often go badly wrong".

half years standing in this respect, has been appointed to replace "Brix", insofar as this is possible! "Better the devil you know...". Congratulations Michel.

While on the subject of people, we have since 3 January two charming ladies selling coffee, tea and cakes in our new cafeteria, Fabienne and **وَفَاءٌ**, Woufae (spoken as "Waffa" we are told), who between them seem well on the way the making the "Leopold" go bankrupt. We should be grateful for Martine Mateo's efforts to get us a canteen and the efforts of the ladies of the DG XXI Secretariat who have provided the posters decorating the walls. By the time you read this there should be some greenery to

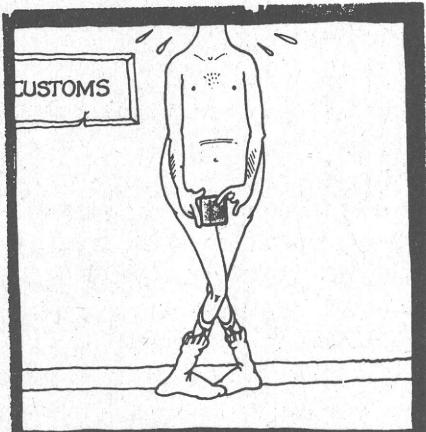
further brighten up our days provided as a result of the appeal for funds launched by Antonio Panducio on green paper from the recesses of the Archives. We suppose that the only thing missing is a name, "MDB Cafeteria" is not very exciting. Any printable ideas sent to your editor will be published so that one can be chosen.

As this is, in a way, the ladies edition we publish below two "customs cartoons" starring males in unusual roles (although one of the editorial board half objected on the grounds "all or nothing"). Other relevant cartoons can be found on page 40 while page 41 might be of interest for the future. There are contributions from



or about the ladies as well, and from and about the fellows. We are very pleased to be able to point out how many of you are contributing spon

who help us carry out the tasks set out on paper referred to somewhere above. Not all should be taken too seriously, but as usual there are ar



"For the tenth time, /
it's just a MiniDisc! /
It's digital and it's
like a CD. But it's
the only disc you
can record on.
Where else do you
think I'm keeping
.....?"

taneously to your magazine - see "Happenings" and "Entre Nous". Which goes to show how much life there is to be lived by those in DG XXI and the associated services

icles from which we can learn a lot. In conclusion, we can only commend your magazine to yourselves and accordingly we must note that we feel, anticipating Spring,.....



WHO DOES WHAT?

Du côté de la lutte contre la fraude

A côté de la poursuite des tâches désormais classiques découlant de l'application du règlement No 1468/81 relatif à l'assistance mutuelle, la lutte contre la fraude menée par la DG XXI connaît depuis quelques mois de nouveaux développements tant sur le plan juridique que sur le plan des moyens mis en oeuvre.

*

Les tâches classiques, en particulier la coordination de l'information portant sur des cas de fraude et les missions dans les pays tiers, se sont poursuivies à un rythme très soutenu.

La coordination communautaire est assurée par la Commission au moyen de fiches standardisées de communication d'avis de fraude, dites fiches AM (Assistance Mutuelle), dans les cas où les opérations litigieuses présentent un intérêt particulier sur le plan de l'Union (ramifications dans d'autres Etats membres, opérations similaires susceptibles d'avoir été effectuées dans d'autres Etats membres). Le nombre global de ces fiches, pour les secteurs d'activité traditionnels couverts par l'Unité

XXI-A-2 (agriculture, pêche, textile, produits industriels), a continué à augmenter de façon régulière. Ainsi, il est passé de 126 en 1992 (87 nouveaux cas et 39 communications complémentaires) à 175 en 1993 (122 nouveaux cas et 53 communications complémentaires).

Les missions communautaires d'enquête dans les pays tiers ont également connu en 1993 une évolution continue, mettant en cause des produits et des pays très divers. A titre d'exemple, on peut citer les missions en Autriche, en Argentine et en Slovaquie pour les produits agricoles, les missions en Norvège et aux Philippines pour les produits de la pêche, les missions en Indonésie et en Turquie pour les produits industriels (auto-radios et téléviseurs), ainsi que la mission aux Emirats Arabes Unis pour les produits textiles.

Le rapport coût/efficacité de ce type de missions démontre clairement qu'il s'agit d'une action qui apporte beaucoup plus de bénéfices financiers



que de frais. Ainsi, les 11 missions communautaires effectuées en 1991 dans les pays tiers ont permis de recueillir des preuves entraînant le recouvrement de 47,7 Mécus, tandis que les frais de mission s'élèvaient à 0,216 Mécus, soit 0,45% des bénéfices retirés.

*

En outre, la DG XXI a contribué à la lutte contre l'abus des drogues en parachevant en décembre 1992 la réglementation communautaire sur le contrôle du commerce extérieur des produits chimiques utilisés pour la fabrication illicite de drogues, dits précurseurs. Parmi les 22 substances

chimiques concernées, on trouve des produits utilisés dans la parfumerie (safrole, pipéronal), des solvants (toluène, acétone) ou encore des produits à utilisation multiple (acide sulfurique, acide chlorhydrique), mais pouvant être détournés pour la fabrication d'ecstasy et autres drogues synthétiques, de cocaïne ou d'héroïne.

ans ce cadre, le comité des précurseurs de drogues a poursuivi ses travaux sous l'égide de la Commission afin d'améliorer et de renforcer, sur le plan opérationnel, l'efficacité du dispositif mis en place (création, en

étroite collaboration avec l'Unité XXI-A-1, d'une base de données utilisitaire "Prexco" à l'intention des autorités de contrôle, rédaction d'un guide pratique pour les opérateurs définissant le cadre d'une coopération étroite entre les milieux économiques et les autorités de contrôle, etc.).

Désormais l'objectif est de trouver des formes de coopération dans ce domaine avec les pays tiers et les organisations internationales concernés. Dans cette perspective, des négociations sont en cours avec les pays de l'ANASE pour la conclusion d'un accord UE-ANASE pour le contrôle des précurseurs. La Commission est également en pourparlers avec la DEA (Drug Enforcement Administration) américaine, d'une part, et plusieurs organismes internationaux spécialisés (CCD, OIPC-Interpol, ONU-OICS, OEA-CICAD), d'autre part, en vue d'établir avec celles-ci des liaisons de courrier électronique pour l'échange d'informations.

*

Par ailleurs, le cadre juridique de la lutte contre la fraude est en cours d'évolution tant sur le plan interne à l'Union que vis-à-vis de l'extérieur.

Au niveau de l'Union, la Commission a présenté dès décembre 1992 une proposition de règlement visant à

renforcer l'assistance mutuelle et renforçant le règlement No 1468/81. Parmi les nouvelles mesures proposées on peut notamment mentionner:

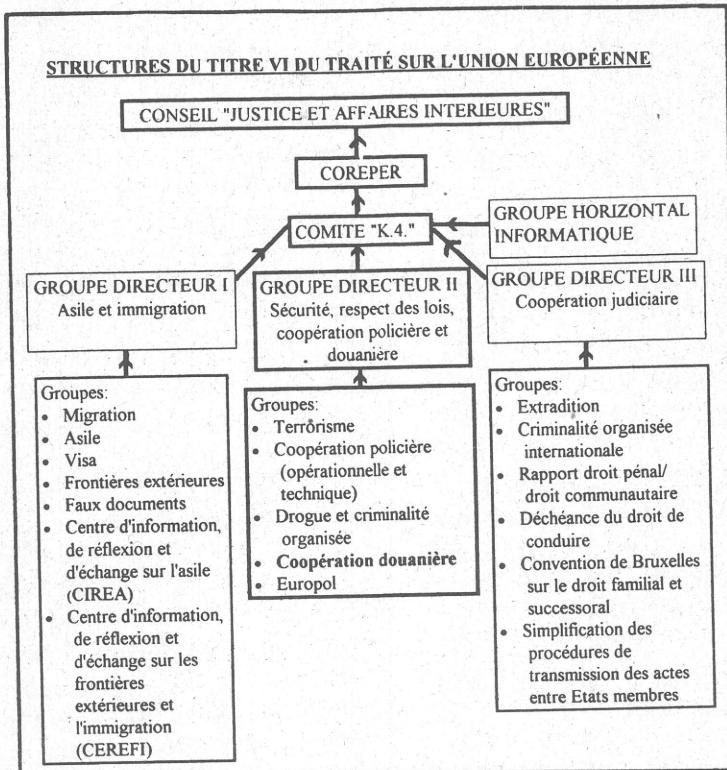
- une meilleure articulation entre l'assistance administrative et les règles de procédure pénale;
- l'utilisation des constatations effectuées par les agents d'un Etat membre, ainsi que des informations échangées, dans une procédure administrative ou judiciaire dans un autre Etat membre;
- la création d'une base de données centrale en matière de lutte contre la fraude, le Système d'information douanier (SID), couvrant les domaines relevant du droit communautaire;
- la possibilité pour la Commission de voir ses agents associés à des enquêtes administratives dans les Etats membres.

La Commission a présenté une proposition modifiée de règlement en septembre 1993 afin de tenir compte des discussions qui se sont déroulées au Conseil. Ce nouveau texte est actuellement examiné par le Conseil et le Parlement européen dans le cadre de la procédure de codécision instaurée par le Traité sur l'Union européenne (TUE). Une position commune sur ce projet pourrait être adoptée

par le Conseil au cours du premier semestre 1994.

*

fonctionnant dans le cadre de la convention de Naples de 1967. Les activités du GAM avaient un caractère



L'entrée en vigueur du TUE est également venue apporter un certain nombre de changements en matière de coopération douanière intergouvernementale.

Les questions d'assistance mutuelle entre les administrations des Etats membres dans les domaines non harmonisés étaient examinées au sein de deux Groupes d'Assistance Mutuelle

opérationnel (exercices conjoints de contrôle des personnes en transit dans les aéroports et du fret aérien; statistiques annuelles de saisies de drogues par les douanes, etc.), tandis que celles du GAM 92 portaient sur des aspects plus conceptuels (élaboration de la convention sur le SID couvrant les domaines non harmonisés; mise en place d'une stratégie douanière à la frontière extérieure de

l'Union portant sur l'analyse de risque, les ressources, les équipements et la formation). La DG XXI assurait de manière informelle la gestion et le secrétariat de ces groupes, et veillait à ce que les travaux effectués dans ce cadre évoluent de manière compatible avec ceux relevant de la compétence communautaire.

Dès l'entrée en vigueur du TUE le 1^{er} novembre 1993, l'activité des groupes GAM et GAM 92 a été transférée aux nouvelles structures mises en place en vertu du Titre VI de ce Traité, en particulier au sein du groupe de travail sur la coopération douanière fonctionnant sous l'autorité du comité de coordination prévu par l'article K.4. du TUE (cf. encart relatif aux structures du Titre VI du TUE). La Commission est pleinement associée aux travaux réalisés dans ce cadre, mais, en matière de coopération douanière notamment, n'a pas de droit d'initiative. A noter que la plupart des travaux engagés au sein du GAM et du GAM 92 ont été repris dans le programme de travail prioritaire établi pour 1994 au titre de la coopération douanière et approuvé au cours de la réunion ministérielle de novembre dernier.

*

A l'égard des pays tiers, les accords d'association ou les accords européens (accords mixtes) conclus récem-

ment avec les pays tiers, notamment les pays d'Europe de l'Est (Pologne, Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Bulgarie et Roumanie), contiennent un protocole sur l'assistance mutuelle en matière douanière qui permet notamment l'échange d'informations sur les cas de fraude ainsi que la participation des agents de l'une des parties aux enquêtes menées sur le territoire de l'autre partie. Ce type de dispositions a permis, par exemple en vertu du protocole existant avec la Pologne, de réaliser des missions d'enquête sur place dans les entreprises de ce pays en 1992 et 1993 portant respectivement sur du bétail et de la poudre de lait.

De manière plus générale, des négociations sont en cours en vue de la conclusion d'accords de coopération comprenant un volet sur l'assistance mutuelle avec certains pays, tels que le Canada, les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud.

Enfin, une contribution en matière de lutte contre la fraude est apportée dans le cadre des programmes PHARE et TACIS au titre de l'assistance technique aux pays concernés, notamment dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues, y compris le détournement des précurseurs.

Outre le cadre juridique de la lutte contre la fraude, les moyens opéra-

tionnels et financiers se sont également adaptés à la nouvelle situation. Parmi les moyens opérationnels mis en oeuvre, l'accent a surtout été mis sur les réseaux informatisés.

En ce qui concerne le SID, la messagerie est opérationnelle depuis l'automne 1992. Actuellement, 220 terminaux ont été installés, en particulier dans les principaux ports et aéroports de l'Union. Ce nouveau système de courrier électronique, conçu sur la base de la technologie du SCENT, facilite les contacts directs et en temps réel entre les différents bureaux de douane directement concernés par les mouvements internationaux de marchandises et, éventuellement, entre ceux-ci et la Commission. Bien entendu, le réseau est protégé par un système de codage/décodage automatique des messages. Ce système permet, par exemple, de surveiller discrètement les itinéraires des navires suspects qui empruntent plusieurs ports de l'Union (technique de la livraison surveillée).

La base de données du SID est, en revanche, beaucoup plus délicate à mettre en place pour des raisons liées à la protection des libertés publiques dans la mesure où elle implique un stockage d'informations à caractère personnel. Elle ne pourra donc fonctionner que lorsque le projet de règlement précité aura été adopté et la convention sur le SID signée et rati-

fiée. Par la suite, il va de soi que le système pourra être utilisé afin de permettre une analyse de l'information échangée et stockée en vue d'une répercussion, auprès des utilisateurs du système, des résultats obtenus ou des tendances de fraude dégagées.

Le SCENT fiscal, créé en complément au système VIES, a pour objet de lutter contre la fraude dans le domaine de la TVA et des accises sur le même schéma que celui existant pour le système SCENT douanier. Ce système est opérationnel depuis la mi-1993 et a déjà permis la communication de plusieurs fiches AMF (Assistance Mutuelle Fiscale).

*

Quant aux moyens financiers, ils doivent être à la hauteur de l'augmentation du nombre d'enquêtes dans les pays tiers. Les besoins dans ce domaine, évalués à 200 000 Ecus en 1993 et 300 000 en 1994, pourraient atteindre 400 000 Ecus pour 1995 afin de prendre également en compte la charge de travail supplémentaire que suscitera l'association de la Commission aux enquêtes administratives nationales en application du nouveau règlement sur l'assistance mutuelle. S'agissant plus particulièrement de la lutte contre la fraude textile, les besoins, estimés à 500 000 Ecus en 1993 et 800 000 Ecus en 1994, pourraient porter sur un montant de 1 Mécu en 1995.

Enfin, concernant la lutte contre l'abus des drogues, les besoins évalués à 330.000 Ecus pour 1993 et 580.000 Ecus pour 1994 ne suffisent plus à couvrir les besoins exprimés par certains Etats membres au titre

de la protection de la frontière extérieure de l'Union. Dans le cadre du programme global de lutte contre la drogue envisagé par la Commission, l'ensemble des moyens pourrait être évalué à 5 ou 6 Mécus.



Patrick RAVILLARD A-2

HAPPENINGS

Seeking a Haven

(Reprinted from 'Wine & Spirit International duty free supplement 1993)

Small and almost unnoticed areas within EC boundaries, some of them tax-free havens, still manage to consume a worthwhile volume of spirits, particularly Scotch and Cognac, what is their relationship to the EC and their status in a potentially duty-free EC environment?

By Eluned Jones

During all the talk about the possible disappearance of duty-free in EC states, now deferred until 1999, very little seems to have been mentioned regarding those small areas within the EC states where tax-free is often an everyday phenomenon. Little places such as Andorra or even the Channel Islands appear, at first glance, to have been overlooked. Yet a worthwhile amount of spirit goes through these apparently unnoticed locations. Back in 1988, the Vatican City, for example, consumed 2,638 cases of Scotch (or 32,000 bottles-- perhaps peanuts to some, but the Vatican City is only one of a legion of areas which have a 'special' relationship with the EC.

What, then, happens to these (often tax-free) areas in a united Europe scenario and, how, in fact, does the

European Community view them; what is their relationship to central EC countries?

In a background report, wordily entitled 'The European Community's Relations to French Overseas Departments, European Autonomous Regions, Independent Countries within EC Boundaries and Overseas Countries and Territories', issued on June 28, 1993, the European Commission sets out the parameters of the EC's relationship with these regions.

Describing their legal status as 'varied and at times confusing' the report goes on to give the example of the Vatican City, which 'while lying at the heart of the Italian Capital is not a party to the Treaties and is treated by the Community as a foreign country'.

Basically, the EC's relationship with these countries falls into four categories:

1. French overseas departments, now forming part of France;
2. European or nearby Member States enjoying autonomous or semi-autonomous status;
3. independent countries within the EC's boundaries;

4. overseas countries and territories referred to in Part Four of the Treaty of Rome and listed in Annex I to the Council Decision of July 25, 1991, No. 91/482/EEC which retain ties of varying intensity with a Member State. (For countries involved, see boxed information.)

REGIONS HAVING A 'SPECIAL RELATIONSHIP WITH EC COUNTRIES':⁽¹⁾

1. Reunion, Guadeloupe, Guiana, Martinique;
2. Ceuta, Melilla, the Canary Islands, the Azores, Madeira, Channel Islands, Isle of Man, Gibraltar, Faroe Islands;
3. Andorra, Monaco, San Marino;
4. Countries having a special relationship with Denmark: Greenland; overseas territories of the French Republic; New Caledonia and Dependencies, French Polynesia, French Southern and Antarctic Territories, Wallis and Futuna Islands; territorial collectivities of the French Republic: Mayotte, Saint Pierre, Miquelon; non-European countries of the Kingdom of the Netherlands: Aruba, the Netherlands Antilles (Bonaire, Curacao, Saba, Saint Eustatius, Saint Martin); overseas countries and territories of the UK and Northern Ireland: Anguilla, Cayman Islands, Falkland Islands, South Georgia and the Sandwich Islands, Montserrat, Pitcairn, Saint Helena and Dependencies, British Antarctic Territory, British Indian Ocean Territory, Turks and Caicos Islands, British Virgin Islands.

⁽¹⁾ Ed: This is their list not ours, we might have put it slightly differently. If you want to know more in respect of customs treatment, see the Court of Auditors report in O.J. C 347/93 of 27 December 1993.

All this analysis may be pretty academic, as exports to, say, the British Antarctic Territory must be pretty minimal, if they exist at all. Yet looking at shipments of, for example, Scotch to Andorra, it becomes clear that the volumes can add up to a considerable amount. In 1992, around 191,000 cases (or 2.3 million bot-

zero in 1991, but again began to take off in 1992.

Shipments to all above areas where itemised by the Scotch Whisky Association amounted to close to 240,000 cases in 1991 (2.4 per cent of total exports) a volume still worthy of note.



**The Vatican at the heart of Vatican City,
consumer of numerous cases of Scotch and Cognac**

tles) of Scotch were shipped to Andorra, an increase on the 1991 figure of 186,000 cases, but a distinct decrease on 1990 (223,000 cases). Shipments of Cognac to Andorra for the year to the end of March 1993 reached 135,000 cases.

Shipments of Scotch to the Vatican City, having been at a level of around 1,500 cases in 1989 reached

Chris Scott-Wilson, head of European affairs with Guinness plc acknowledges that at least some of these areas provide tax havens for spirits, but does not believe that there is direct correlation of effect between a potential demise in duty free and the areas. 'First we have to define whether there will be a lack of duty free in Europe after 1999, which I don't believe will necessarily be the case.'

Then, the duty free that currently exists serves travellers. There is unlikely to be any massive diversion of travellers to those areas and in that sense no effect.'

Yet Scott-Wilson does admit that perhaps Gibraltar airport should be 'having a serious squint'⁽¹⁾ at how much business it could potentially steal from the Spanish airports. Scotch shipments to Gibraltar in 1992 amounted to 38,000 cases. Yet even in this scenario, the airport's success is still governed by the number of people passing through it and whether more people will be persu-

aded to visit Gibraltar for the tax-free advantage it offers. As Scott-Wilson points out, each of the areas has a unique status under law so no generalities can be drawn on any effect or lack thereof.

Many within the duty-free industry remain convinced that the 1999 cut-off will not, in fact, occur. Yet if the EC sticks to its guns and ensures that the deadline is adhered to, then those who still believe in the attraction of lower prices for drinks as a major selling tool to consumers, might just give those areas a passing look.

⁽¹⁾ Ed: 'Squint' is a slang term for 'look' in this context.

* * *



Réunion conjointe des Directeurs généraux de la douane et de la fiscalité indirecte

A l'occasion de leur 4^e réunion conjointe le 2 décembre 1993, les Directeurs généraux de la douane et de la fiscalité indirecte ont procédé à un tour d'horizon sur le fonctionnement du marché intérieur et sur les travaux en cours dans le domaine de l'assistance mutuelle.

Ils ont notamment confirmé la satisfaction des administrations et des entreprises quant au fonctionnement du marché intérieur dans les domaines de la douane et de la fiscalité indirecte. Le groupe a toutefois rappelé qu'il était prématuré de tirer des conclusions définitives sur le fonctionnement du marché intérieur, qui en est encore à ses débuts.

L'accent a été mis en particulier sur les risques accusés de fraude. A cet égard, les directeurs généraux ont souligné d'une part, l'importance

que revêt un travail en commun des administrations et des services de la Commission pour répondre efficacement à ces risques et d'autre part, la nécessité de prévoir les instruments juridiques appropriés pour combattre cette menace.

Dans le domaine de l'assistance mutuelle, le groupe a constaté les progrès accomplis dans le domaine douanier mais a remarqué, en revanche, qu'un effort particulier devait être consenti dans le domaine de la fiscalité indirecte. Une réflexion sera entamée au sein de la DG XXI afin de trouver les moyens de renforcer l'efficacité de l'assistance mutuelle. Les programmes Matthaeus et Matthaeus Tax pourront servir à mener cette réflexion dans des domaines spécifiques.

Enfin, le groupe est convenu de tenir une autre réunion conjointe en 1994.

The seventh heaven!

(traduction libre du titre original français: "Mais où est donc passée la 7ème directive?"*)

16 ans de négociations et deux propositions de la Commission pour harmoniser la taxation des objets d'art, d'antiquité, de collection et des biens d'occasion. C'est ce qu'il aura fallu au Conseil pour débloquer le dossier de la 7ème directive, devenu brûlant depuis l'abolition des frontières fiscales.

Ainsi, le meuble Chippendale, les Renoir, Rubens et autres Botticelli seront soumis, tout comme les collections de boîtes de camembert et les bagnoles d'occasion, à un régime particulier de taxation de la marge réalisée par l'assujetti-revendeur ou l'organisateur d'une vente aux enchères publiques, à moins que le lieu de départ du transport ne soit situé en Allemagne, auquel cas les assujettis pourront choisir, soit le régime dérogatoire au régime particulier de la marge permettant d'appliquer le régime particulier allemand à savoir la taxation du prix total au taux réduit, soit le régime normal de TVA qui prévoit d'exonérer la livraison et de taxer l'acquisition dans le pays de destination. Eurojargon?

C'est probablement l'impression que pourra donner le dispositif juridique de cette directive après être passé à la moulinette du Conseil. Mais le principe de la libre circulation des objets d'art et d'occasion et la fin des doubles impositions sont bel et bien acquis.

L'accord politique dégagé par le Conseil le 13 décembre dernier sur la 7ème directive reprend le principe, prévu dans la proposition de la Commission de 1989, de taxation de la marge réalisée par le revendeur. Ce régime est applicable dès lors que l'objet de la transaction est un bien qui, ayant déjà fait l'objet d'une appropriation par une personne ne pouvant pas déduire la TVA, est réintroduit dans le circuit commercial et fait en quelque sorte l'objet d'une "seconde vie économique". Cela ne veut pas forcément dire que ce bien ait, un jour, supporté la TVA (prenez le secrétaire Louis XV acquis par le Comte de Paris en 1732 et qui n'a jamais quitté le patrimoine familial, revendu aujourd'hui par le prétenant au trône de France pour payer

* Copyright Michel Aujean

les domestiques). Mais c'est le seul moyen de déterminer un champ d'application qui n'exige pas que tout objet soit accompagné d'un bulletin de naissance établissant sa situation fiscale. Parallèlement, il est prévu que l'assujetti-revendeur pourra opérer pour l'application du régime normal de TVA (taxation du prix de vente total) à chacune de ses opérations.

En ce qui concerne le commerce avec les pays tiers, si l'on avait tout d'abord envisagé, pour favoriser la conservation du patrimoine culturel communautaire, la taxation de la marge réalisée par le revendeur d'un bien exporté et l'exonération de l'importation du même bien, il s'est vite avéré que les trois-quart des Etats membres ne pouvaient accepter cette formule. Les conclusions finalement adoptées par le Conseil prévoient l'exonération de l'exportation et la taxation des importations d'oeuvres d'art pour lesquelles le taux réduit de TVA (qui, rappelons-le, ne peut être inférieur à 5%) peut être appliqué. Un mécanisme de réfaction de la

base imposable est prévu pour les Etats membres n'ayant pas de taux réduit. Les Etats membres auront aussi la possibilité d'appliquer le taux réduit aux livraisons d'objets effectuées par l'artiste ou ses ayants droit.

Une directive TVA peut-elle se passer, aujourd'hui, de mesures transitoires et/ou dérogatoires sans perdre un peu sa raison d'être? Outre le régime particulier allemand cité plus haut, les véhicules d'occasion pourront suivre, dans un ou deux pays, un régime dérogatoire qui revient à faire du Schul sans frontières et surtout sans le dire, et "taux réduit à l'importation" se traduit par "2,5%" dans la langue de Shakespeare (les juristes-linguistes ont longtemps hésité entre 2,5 et 0).

Mais on n'atteint pas le 7ème ciel sans avoir passé avec succès l'épreuve du purgatoire. C'est un peu ça, la période entre l'accord politique et l'adoption formelle de la directive, où même si on ne peut plus faire grand chose, on peut toujours perdre du temps.

Uruguay Round at a glance

Who would not think, at the sight of a figure pacing the streets of Geneva early last December and carrying a placard marked "The end is nigh!", that this man must be a bit of a crank? After all, the celebration of the Christian birth is in the air and there is no threat of Armageddon. His message would still be greeted with the same cynicism, even if it had been adapted to read "Uruguay Round - the end is nigh!".

However, despite having already dashed our hopes several times in the past, the Uruguay Round negotiators finally did produce an agreement just before the ultimate dead-line of 15 December. Subject to formal approval by the Parliament and the Council, the agreement will eventually be published in the Official Journal.

Having had access to some summary documents on the results of the Uruguay Round, and in the belief that others may be interested in this information while it is relatively "hot", I summarise below parts of the agreement which might be relevant to colleagues in DG XXI.

\$\$\$ Community tariffs on industrial products will be reduced by an average of 37%, including their elimination in a number of sectors.

\$\$\$ The textile and clothing sectors are to be brought within the normal GATT rules and the Multifibre Arrangement is to be phased out.

\$\$\$ Non-preferential rules of origin are to be harmonised.

\$\$\$ A framework is to be established for the operation of officially required pre-shipment inspections.

\$\$\$ The rules about customs unions are clarified.

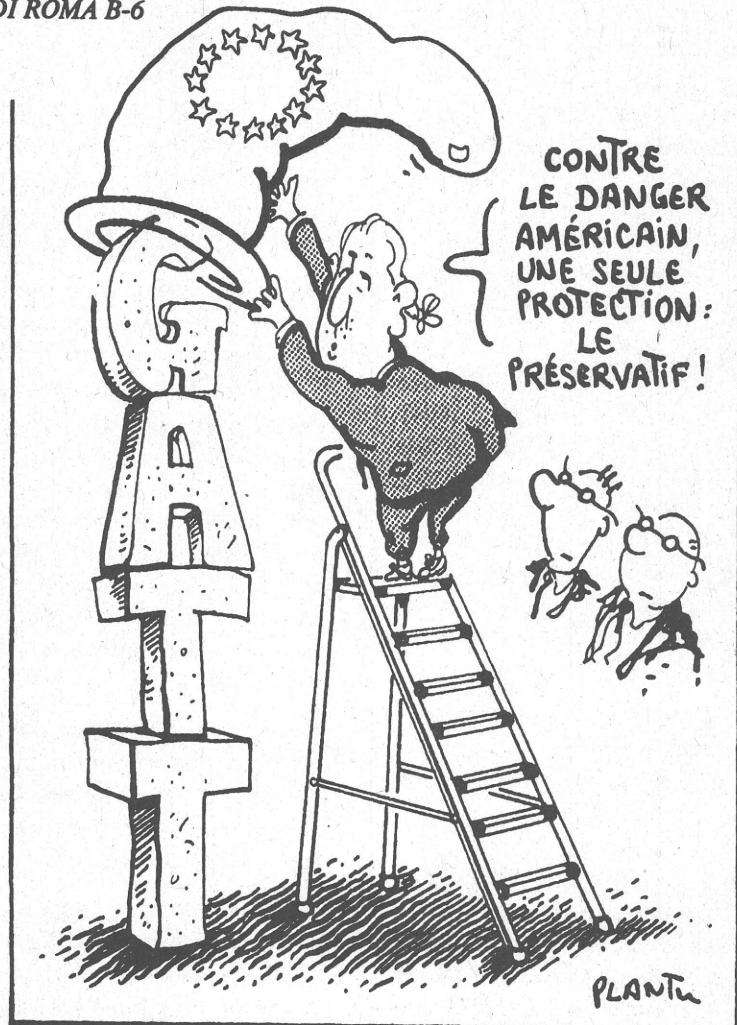
\$\$\$ The rules about customs valuation are clarified, particularly with respect to the burden of proof.

\$\$\$ The rules about anti-dumping measures, subsidies, countervailing duties, safeguards and counterfeits are tightened.

\$\$\$ A proper organisation, known as the World Trade Organisation, is created to regulate inter-

national trade and thus to replace the existing GATT mechanisms.

Paolo DI ROMA B-6



Avant nous, le déluge

The climax of the year in tariff quota work comes at the beginning of January. Our business-minded importers are anxious not to miss the benefit of tariff reductions available within the hundreds of tariff quotas which are opened from the beginning of each year. This means that a number of cargoes are timed to arrive in Community ports and airports near the end of December, and orders are issued to clear out parts of warehouses immediately after the New Year festivities (if not a little before, just to get a competitive edge). Also, importers or their agents are feverishly busy around the Christmas period, not necessarily celebrating, but preparing customs documents for presentation to the customs at the first opportunity in January.

The result is that a deluge of tariff quota claims pours into the customs on the first working day of the new year.

Now that virtually all tariff quotas in the Community are managed on a centralised basis, a further implication is that the same deluge bursts shortly afterwards into DG XXI. According to the rules agreed with the Member States, DG XXI does not in

fact answer tariff quota claims immediately as they come in, but only once per day, with a delay of two days after the customs entry is lodged. This delay is designed to give the Member States a little margin to cope with communication or other procedural difficulties.

Overall efficiency within this management system has improved markedly in recent years. This is due in no small measure to the efforts of our computer division, and to the cooperative spirit of our colleagues in the Member States. Currently all Member States but two (which are almost ready) take part in a telematic link with DG XXI's computer, which handles the bulk of tariff quota management. Some examples of the improvement in efficiency:

- * *in 1991, the delay allowed for difficulties of communication etc, was as much as five days, as compared with the current delay of only two days;*
- * *the number of requests handled on the first day of 1991 was some twelve hundred and fifty, as compared with almost sixteen thousand on the equivalent day of 1994;*

-
- * despite this increase in the scale of operations, the overall number of errors has been reduced by the introduction of automatic credibility checks.

Such is the fruit of co-operation between the Member States and the Commission, and between this management group and our colleagues in XXI-A-1.

*Maximilienne CARO-FERNANDEZ
Claire POWELL
José Manuel ROJO GARCIA
Frans VAN SANTEN
B-6 (tariff management group)*



"Thank-you Note" to Messrs Blum and Rathje

German translators in the Commission often like to complain about the extra work-load specific to their section: most documents will have first been drafted in English or French, while almost all will eventually need to be translated into German, the third 'main' language. Yet hardly ever is a training course held in German. It was therefore no surprise that especially German translators came in unprecedented numbers to a seminar on the customs procedures held in their own language by two colleagues from DG XXI. The support unit responsible for translators' on the job training fortunately managed to find a bigger room ...

The idea for this seminar had been born before Christmas, as Mr Rathje was explaining about German customs terminology to me on the phone. We agreed other translators might just enjoy a similar insight into the daunting world of customs administration.

The event itself was a resounding success. Mr Blum so ably demonstrated the legislative and practical intricacies of the release for free circulation that my neighbour mused "I didn't know this stuff could be so in-

teresting!". (She had persistently avoided translating Customs texts for over twenty years.) Release for free circulation served as the guiding thread as Mr Blum took the audience through: entry and presentation, temporary storage, means of lodging the customs declaration, SAD and complementary entry documents, levies and duty rates, the HS, CN, TARIC, GATT, autonomous and conventional preferences, determining origin and value for customs purposes, and many other aspects.

At this point, Mr Rathje took over with a refreshingly simplified overview of the various customs arrangements and procedures: external transit, inward and outward processing, with the possibilities of suspension or drawback, prior importation or exportation of a replacement, warehousing and temporary admission. Jam made in Poland, unsellable carpets from Turkey or dead shrimps that never seem to get to their destination, were some of the colourful examples. Mr Rathje's notes, copies of which were made available to all of us, are now being translated into Portuguese by Maria Helena Lopez dos Santos for the benefit of her fellow translators.

The seminar finished with Mr Blum's description of export, including the possibilities of restrictions, controls, restitutions, returned goods, and, of course, duties and 'release for export'.

On the way back to our offices and during a phone call the next day several colleagues commented that this had been for them the most useful professional training since they joined the Commission, prepared and presented in a masterly way by our

two Customs experts.

The voluminous documentation we carried home included a list of new customs terminology compiled by Mr Blum.

Needless to say, more seminars for translators about other topics (the fight against fraud, the principle of subsidiarity in practice, simplified procedures, certain customs arrangements in greater detail) are now being envisaged.

Lisa GALASKI IX-Sdt

Document exclusivement réservé
Edition 15

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
IX/D-3 - TERMINOLOGIE ET APPLICATIONS INFORMATIQUES
BRUXELLES

VOCABULAIRE DOUANIER

<p>E <i>ex-vatex tarifado bruto</i></p> <p>D Rechnungspreis ab Werk</p> <p>I prezzo fatturato fran</p> <p>N factuurprijs "af-fab"</p> <p>De fakturasprijs ab fabrik</p> <p>F conférer l'origine à</p> <p>E to confer the origin</p> <p>D einen Erzeugnis den U einer Ware ... - GUD</p> <p>I conferire l'origine a</p> <p>N de oorsprong aan een</p> <p>De geven en vere opriade!</p> <p>475 F octroyer un allégerissement dérogation à la clause préférée</p> <p>E to grant preferences from the most-favoured nation</p> <p>D einseitige Präferenzen Maßbegünstigung</p> <p>I concedere unilaterali alla clausola delle preferenze</p> <p>N unilateral preferen van de meestbegunstigde</p> <p>De indroma ensidige pri meestbegunstigde!</p> <p>476 F formule-cadre pour l des documents du commerce</p> <p>E layout key to simplified used in foreign trad</p>	<p>ZOLL DOUANE</p> <p>477 F harmoniser et uniformiser le commerce extérieur</p> <p>E uniformizar el comercio exterior</p> <p>D harmonisieren und den außenhandel</p> <p>I uniformare și unificarea comerțului exterior</p> <p>N harmonisere și sănătățile exteriore</p> <p>De harmonisering og uniformering af det udvendige handel</p>
--	---

français • english • deutsch • italiano • nederland • dansk
ελληνικά • español • português

POST BOX 21



Objet: Votre lettre concernant la liste d'envoi

Cher Monsieur,

Oui, j'aimerais continuer à figurer sur votre liste d'envoi, car je traduis de plus en plus de textes de douane, et ce avec pas mal d'enthousiasme.

Ce que je souhaite lire dans votre Info? Toutes les nouveautés du monde de la douane, et biensure les anecdotes du travail et les projets et préoccupations professionnels des auteurs de "mes" textes, qui, par chance, y contribuent presque tous.

Au plaisir de vous relire prochainement,

Lisa GALASKI

Ed: Thank you Lisa. This reminds us that before long we should organize another "poll" like we did when "Info" was only one year old. In the meantime the DG has also asked all DG XXI members to comment inter alia on how effective the "Info" is in communicating. Thank you for your contribution - see page 22.

EUROPEAN
CUSTOMS AND TAX
ASSOCIATION



ASSOCIATION
EUROPEENNE
DOUANES ET FISCALITE

BULLETIN No 19

LETTER DU PRESIDENT

La pénurie de candidats, ayant temporairement empêché l'élection d'un nouveau comité exécutif, m'oblige à écrire une nouvelle lettre. Cette occasion inattendue me semble fort utile si ce n'est que pour constater certains développements récents à la lumière des objectifs de l'association. Cela pourrait alors servir de tremplin pour les travaux futurs du nouveau comité.

L'association veut promouvoir le professionalism de ses membres. La DG XXI récemment mis en place avec la DG IX un plan de formation. Il pourrait être intéressant de voir dans quelle mesure ce plan de formation, tout en satisfaisant à un grand besoin au sein de la DG XXI, ne laisse pas un vide éventuel, soit en termes des membres de l'association qui ont l'intérêt mais sans pourtant la possibilité d'y participer, soit en termes des matières couvertes.

L'association vise également l'esprit de corps. Pour ce qui concerne toujours ceux qui travaille au MDB, nous pouvons nous

réjouir de l'ouverture enfin d'un cafeteria. Le succès déjà éprouvé par celui-ci non seulement comme lieu de rafraîchissement mais aussi comme lieu de conversation démontre largement comment il y en avait toujours besoin. Toutefois, il serait toujours utile de retrouver un endroit pour permettre une détente entre les heures de travail ... le tennis de table, par exemple. Aussi pourrait-on penser à l'approfondissement des activités avec les collègues dans les Etats membres ainsi qu'avec les ex-collègues.

La XXINFO contribue, elle aussi, un apport important pour la poursuite de ces deux grandes thèmes. Quand même les deux organismes ne font pas nullement double-emploi. La collaboration qui existe entre l'association et la XXINFO depuis la création de celle-ci s'est avérée particulièrement importante en raison, d'une part, de la poursuite des deux thèmes et, d'autre part, de l'utilisation d'un seul canal de distribution. Avant de quitter, je tiens à remercier son comité de rédaction de toute la coopération et compréhension qu'il a démontré envers les intérêts de l'association.

Voilà quelques idées. En tout cas, bon courage au nouveau comité!

*

* * *

CHRISTMAS CHARITY RAFFLE

Once again the European Customs and Tax association organised a Christmas lottery (all administration costs were met by the Association which also provided the first prize).

Thanks to the generosity of MDB occupants 44.000 BF was raised for the following charities:

- * **MPS (the society for Mucopolysaccharide diseases)**
- * **NINAFRI (aid projects for Niger)**

Further explanation of the work of these charities is available on request (contact Huub Temmink or Rita Van Den Dooren). More detailed information on the actual use of the funds donated will be displayed on the notice boards when available.

A big thank you to all who contributed. Special thanks go to the messengers for selling the tickets and all the people (too numerous to list here) who donated prizes.

A list of prizes has been circulated and was put on the notice boards in MDB. There are however still several small prizes awaiting collection. Anyone with ticket numbers 251, 477, 568, 577 and 638 should contact Ron Hordijk (preferably before he has time to drink some of the prizes).

*

The following two pages reproduce the receipts from these two charities for the gifts arising from this raffle. It is intended in the next issue to provide an explanation of the major aspects of the work of the MPS in Belgium.

NINAFRI N.G.O
Burchtstraat 9
9400 Ninove
tel.(054)32.65.37
fax (054)32.84.34

C.C.E.
Direction Générale
Cellule financière
XXI-SEC
t.a.v. Mevr. VAN DEN DOOREN
Rue de la Loi 200
1049 Bruxelles

Ninove, 13.01.1994

Mevrouw,

Wij danken U zeer hartelijk voor Uw fax van 11.1.94 waarin U ons de toezegging meldt van een sponsoring ten bedrage van 22.000 BEF. We verzekeren U dat dit bedrag zeer nuttig zal aangewend worden ten behoeve van onze projecten in Niger.
Wij appreciëren ten zeerste de belangstelling en steun van U en Uw vereniging.
Met de meeste hoogachting,


Jean Moreau,
Voorzitter.





KLINIEK VOOR KINDERZIEKTEN «C. Hooft»

Diensthoofd Prof. Dr. J.G. LEROY

UNIVERSITAIR ZIEKENHUIS

De Pintelaan 185

B - 9000 GENT (BELGIE)



feest, 28 januari 1994

Die onderkent bewijst hierby
 van de heer H.J.M. Temmink te Helebeke
 ontvangen de som van 22.000,-fr.
 (Leger twaalfentwintigduizend frank)
 voor de steun van research-invoering
 enkeert de betere chemie van de
 groep zielte, bekent als monopolistisch
 en verantwoordeelvoering.

Prof. Dr. J. LEROY
Kliniek voor Kinderziekten "C. Hooft"
KINDERARTS - REVALIDATIEARTS
 1-42902.76-694
 U.Z. - De Pintelaan 185 - 9000 Gent

ANSWERS TO QUIZ N 14
APPEARING IN BULLETIN No 18

1. The anti-dumping duty for polyethylene bags originating in China is hardly ever paid because, since this duty was introduced, this type of bag has invariably been imported under temporary import arrangements or outward processing.
2. The export restriction operated until recently by the Community despite the GATT prohibition on such restrictions was for copper scrap.
3. The last offer made by the Community in the Uruguay Round with respect to Christmas cards was to reduce the customs duty from the current 6.5% to zero.

QUIZ No 15

1. Un bureau de taxe typique en a trois, tandis qu'un bureau de douane typique en a quatre. Trois et quatre quoi?
2. Pour les ressortissants de seuls vingt pays du monde est-il possible d'accéder à tous les Etats membres de l'Union européenne sans visa. Lesquels?
3. Quelle est la réduction moyenne des droits de douane dans la CE qui résulte des négociations de l'Uruguay Round ?

Des réponses peuvent être envoyées à Andres BASSOLS, RP-6,
4/36.



EUROPEAN
CUSTOMS AND TAX
ASSOCIATION



ASSOCIATION
EUROPEENNE
DOUANES ET FISCALITE

Je, soussigné
I, the undersigned

Adresse
Address

.....

Telephone

sollicite par la présente de devenir membre de l'Association sus-visée,
hereby apply for membership of the above Association,

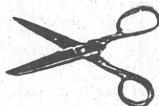
et je m'engage à respecter les règles de cette association.
and I undertake to respect the rules of the Association.

(signature)

Cotisation 1994 (250 FB) à payer au compte bancaire
001-2124044-14
Subscription 1994 (250 Bfr) to be paid to bank account
001-2124044-14

VEUILLEZ REMETTRE A / PLEASE RETURN TO:

J. MALONE, MDB 2/35A,
c/o CEE, 200 Rue de la Loi, 1049 BRUXELLES

CLIPPINGS

FINANCIAL TIMES TUESDAY JANUARY 4 1994

Few benefits for exporters from single market

Thousands of British exporters have failed to reap any benefit from the European single market, says KPMG, the accountancy firm, writes Robert Rice.

A survey of 6,400 companies found that almost 50 per cent of respondents felt they had not received any benefits from completion of the single market on January 1 last year, and any benefits companies might have received had been wiped out by increased bureaucracy.

Mr George Michie, a partner with KPMG, said: "The aim of the single market was to foster more efficient trade through the abolition of fiscal and physical barriers.

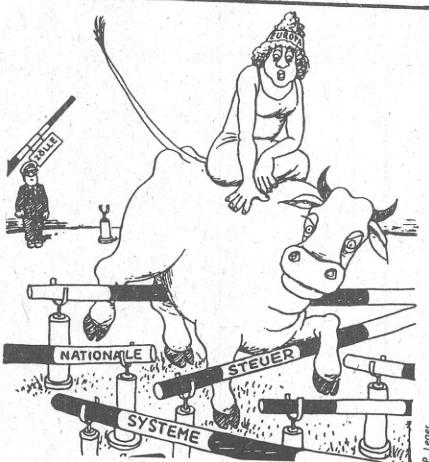
"These benefits seem not to have yielded any marked improvement for companies and indeed savings in time and money were reported as negligible."

The survey found that deliveries in Europe were neither faster nor cheaper since completion of the market. More than 50 per cent of companies said cross-border delivery times had not improved.

Companies had also experienced problems with red tape in dealing with other member states. In particular there were difficulties in obtaining numbers for value added tax and coping with excessive paperwork.

The survey found that manufacturers and wholesalers bought more goods from Germany and France than from any other member country. Retailers dealt mostly with Italy, France and Spain.

Mr Michie said UK Customs and Excise had done its best to advise businesses on how to cope with single market regulations, but it was clear that the rules were still too complicated.





Tall story of hashish and camels

RAYMOND WHITAKER

Asia Editor

IT SOUNDS like an Indiana Jones movie: drug traffickers on camels firing rocket-launchers in a battle with the valiant men of Pakistan's anti-narcotics task force. But Indiana would have captured the smugglers as well as their contraband.

The story told by Pakistani customs officials goes like this: the crack new anti-drugs force, funded by the US, recently had a tip-off about the whereabouts of 400 camels carrying 50 tons of hashish across the lawless deserts of Baluchistan. When they ambushed the caravan, fierce fighting broke out.

So heavy was the smugglers' firepower that they all got away. They left behind the camels, hashish and their weapons, but not one of the miscreants was captured. It was the same the last time there was such a clash in Baluchistan. The authorities seized a mixed haul of heroin and hashish, also weighing 50 tons — but no smugglers.

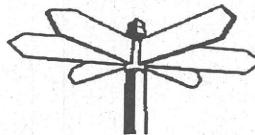
So is your average Baluch tribesman so wily that he can

elude any pursuer? Sadly, the tale probably bears the same relation to the truth as any Steven Spielberg blockbuster. Pakistan exports 30 per cent of the world's heroin, and a hefty proportion of its hashish, and is awash with drugs money. Drugs barons have top-level connections, and can arrange almost anything.

The US and other Western countries have been pressing Pakistan for years to clean up its act. Several countries, including Britain, have stationed anti-drugs officers in the country to co-ordinate the fight against smugglers. But corruption is so widespread that they are fighting a losing battle.

Every now and then, when the demands for results grow deafening, officials arrange another "record seizure" from the smugglers. This never amounts to more than a fraction of the traffic, but everyone is kept happy. And if certain people working in Pakistan's customs service ever fancy a career change, they could probably make it as Hollywood scriptwriters.

"ENTRE NOUS"



We welcome the colleagues who have joined DG XXI since our last edition:

Officials:

<i>Anne Marie DE VLEESCHOUWER</i>	<i>BE</i>	<i>0-1</i>
<i>Catrina GAMBOLD</i>	<i>UK</i>	<i>B-7</i>
<i>Roberta GRAPPIOLI</i>	<i>IT</i>	<i>0-1</i>
<i>Paul Henri THEUNISSEN</i>	<i>BE</i>	<i>A-1</i>

Auxiliary agents:

<i>Corinne ALLIAUME</i>	<i>BE</i>	<i>C</i>
<i>Susannah SOCHALL</i>	<i>UK</i>	<i>SAMCOMM</i>
<i>Anders WILLUMSEN</i>	<i>DK</i>	<i>TF</i>

"Intérimaire":

<i>Emma MORRIS</i>	<i>UK</i>	<i>TF</i>
--------------------	-----------	-----------

National experts (detached):

<i>Thomas ALBRECHT</i>	<i>DE</i>	<i>A-2</i>
<i>Xavier CASTELAIN</i>	<i>FR</i>	<i>B-1</i>
<i>Dieter NIETZOLD</i>	<i>DE</i>	<i>B-4</i>
<i>Maryse VOLVERT</i>	<i>BE</i>	<i>C-1</i>

Internal DG XXI movements

<i>Marc SIMON</i>	<i>temporary agent → auxiliary</i>	<i>C-2</i>
<i>Elizabeth WEST</i>	<i>auxiliary agent → temporary</i>	<i>C-1</i>

and we say goodbye to those who have left us:

Transfers:

Officials:

Fotini DIONYSSOPOULO	GR	DG II
Luis MOREIRA	PT	TFRHEFJ*
Hubertus TEMMINK	NL	DG XX
Ann Cathrin VERLØ	DK	Cab. Christophersen

Auxiliary agents:

Richard BOOTH	UK
---------------	----

Retired:

Dante BARZI	IT
Helmut DIEZLER	DE
Sergio INCCECHI	IT

Welcome to the stagiaires from other administrations

Nils Petter ERIKSEN	Norway	C-1
Brigitte LEITGEB	Austria	C-2
Eva SCHWARZ	Austria	C-1
Jérôme COQUOZ	Switzerland	A-2
Thomas HERREN	Switzerland	C-1

and to the other stagiaires

Berit ANDERSEN	DK	A-3
Soren ASTRUPAVID	DK	0-1
Sofia DAVID	PT	B-7
Géraldine FRANCQ	FR	C-4
Ali KARACA	Turkey	B-1
Christophe MAENHOUT	BE	C-1
Aurélie MOLIN	UK	TF
Maria ORECCHIA	IT	B-7
Somasékha ROS	FR	B-2

* Task Force Ressources Humaines, Education, Formation et Jeunesse

CONGRATULATIONS

to those promoted earlier this year:

Stephen BILL

Michael LUX

Donato RAPONI

Ingrid SCHÄERLAECKENS

IL ME BAT SUR ZELDA,
JE SUIS NUL A MARIO CART,
IL M'ÉCRASE AU TETRIS.
ALORS MON FILS M'A DIT:
"PAPA, COMMENT T'ES
DEVENU DIRECTEUR?"



to, promoted on 1 March

Michel AUJEAN



to:

*Peter (A-4) and Lesley Young,
proud parents of Isabelle, born on 19 December 1993,*

*Tino (C-1) and Nathalie Eggermont,
proud parents of Josephine, born on 31 December 1993*

*Guy (A-2) and Nadine Jennes,
proud parents of Dominique, born on 22 January 1994,*



Ulysse à Batavia

Après trois siècles d'occupation, que reste-t-il des Bataves en Indonésie? Trois semaines, sac au dos et rangers aux pieds pour le découvrir.

Les méchantes langues prétendent que nos voisins n'ont laissé à leurs protégés malgré eux que la faculté de produire de la bière (San Miguel ou Bintang pour les amateurs) Ne les croyez surtout pas! Cela est manifestement faux et il suffit de lever les yeux pour se rendre au kantor pos, à l'apotik, chez le dokter ou même chez le notaris entre autres vocables à consonnance familière. Également et pour être agréable aux touristes (?), l'eau minérale se dénomme "aqua" et le Colt Mitsubishi le plus délabré sera pompeusement baptisé "Espace". La régie Renault n'est pas la seule importation (linguistique j'entends) européenne, Tintin que

l'on prononce Tonton est très apprécié des enfants javanais et, cruelle découverte, "O.M., Marseille, Tapie" sont connus des villageois de l'île Célèbes.



Dans ce pays, il est même possible de rencontrer des perroquets vous susurrant "I love you" et au moins un caméléon daltonien se déguisant en vert d'eau sur des pierres volcaniques. Quant aux us et coutumes, ils restent compliqués pour nos esprits cartésiens. Par exemple, il est inconcevable de se présenter comme célibataire; c'est ainsi que j'ai frôlé la polyandrie et la carte de réduction famille nombreuse après que j'ai inventé force maris et enfants tous dotés d'un état-civil en bonne et due forme. De même et malgré le suivi en direct d'une cérémonie

INDONESIE



nie, les explications tortueuses d'un guide prénommé Sony et les lectures savantes qui ont suivi, je ne suis pas vraiment parvenue à élucider les mystères des funérailles en pays toraja. Essayons de résumer.

Première étape

L'aïeul meurt mais ses deux ou trois âmes restent en éveil et sont alimentées et choyées afin d'éviter que les mauvais esprits n'envahissent le foyer. L'une d'entre elles doit pouvoir se rendre au royaume de la mort (*Puya*). On ne sait pas trop si le *Puya* se trouve sous terre ou au ciel mais on sûr que c'est au sud-est. Les rites qui doivent être célébrés étant coûteux, on procède à des premières obsèques en attendant les "véritables" qui au-

ront lieu quelques mois ou années plus tard. Les Néerlandais avaient essayé d'interdire les secondes funérailles pour des raisons tant économiques que de santé publique. Le résultat fut qu'au lieu d'exposer les corps dans la nature comme ils le pratiquaient jusqu'alors, les Torajas les cachèrent à l'intérieur des maisons ou des greniers à riz. Les meilleures intentions ne suffisent pas à produire les résultats escomptés.

Deuxième étape

Les secondes funérailles se caractérisent par une fiesta qui réunit tout le village et dure plusieurs jours. Les invités sont répartis selon leur rang dans des maisons numérotées construites pour l'occasion. Ils apport-

ent des offrandes (*buffles, porcs, sa-rongs, cigarettes, café..*) qui valent remboursement ou contraction de dettes pour la famille du défunt. Le deuxième jour, les buffles qui sont les véhicules de l'âme du mort, qui est enfin considéré comme tel, sont sa-crififiés. S'ensuit un festin à la Obélix où les préparations les plus diverses sont copieusement arrosées du re-doutable vin de palme fermenté. C'est ainsi que la plupart des mariages se concluent entre jeunes torajas, l'heure n'étant pas vraiment à la tristesse. La cérémonie funéraire peut être aussi le prélude au divorce puisque selon des ethnologues mieux informés, refuser de sacrifier un buffle pour sa belle-mère -pourquoi pas son beau-père? - est le plus sûr moyen de rompre une union.

Ces moeurs vous apparaîtront sans doute bizarres. Elles ne me semblent cependant égaler en rien celles de ce

touriste français observé à l'hôtel portant, sous 35°C à l'ombre, costume fil à fil trois pièces, cravate et attaché-case...duquel il extrait des brochures de voyagistes. Il engage alors un dialogue de sourds avec une guide éberluée pour lui démontrer que Fram est moins cher que Jet Tours, le prix des boissons étant inclus dans le forfait! Sans commen-taires.

A l'attention particulière de mes collègues anglophones, je ne termine-rais néanmoins pas cet article sans livrer cette citation extraite du guide "Lonely planet-Indonesia" et relative à une restriction d'admission dans un temple balinais: "Once upon a time the little lakeside temple at Bedugul had the quaintest "no entry" sign in Bali, saying simply that "it is forbid-den to enter women during menstrua-tion". De quoi perdre le sens du sa-cré!

Françoise COLLET C-3



Did you have a nice Christmas, Directorate B?

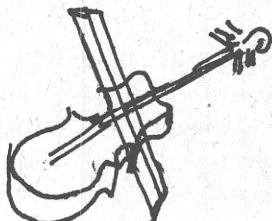


Late last year we, Directorate B, were called together to hear about the year 2000.

According to the notes I made at the time, it has to do with a different Maastricht - a report or something, anyway it wasn't an act.

This involves a targeted approach to increase synergy with a concentration of effort as we only have one border left. Our future role means innovative working methods so as to get the Member States to accept the responsibility. The overriding need us to ensure quality controls backwards and forwards, with no blockages. At the same time financial interests have to be guaranteed effectively and uniformly with mutual confidence. Apparently this is all non-legal, or at least it hasn't been legislated for. We gathered that this was

because it was easier to change our laws than our attitudes so as to ensure application in an harmonious way(?)



Anyway sanctions are hot potato which can lead to distortion of competition; while a review of powers lead to the conclusion that customs are stronger than the police. Neither the less we still need to mutually assist each other to improve and strengthen our balance between facilitation and control. While the importance of constant dialogue with business is not universally recognized and resource and efficiency is now at Community level we are committed to a planned approach to coordination and training using audit control to

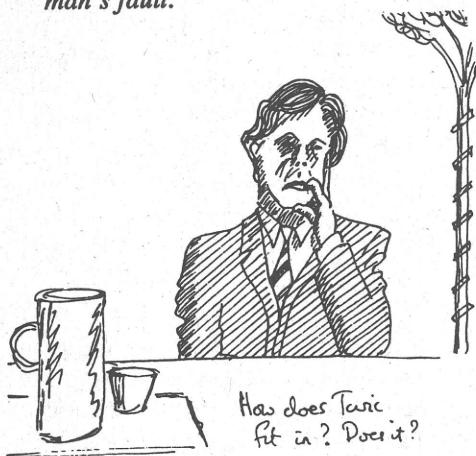


*Have I heard
this before?*

analyse risks. As knowledge is extremely limited in some Member States a global strategy for computerization could develop links between them. All this is an ongoing process within a framework to be fleshed out.



Incidentally we discovered that the Member States are under the impression that, if a Committee doesn't do any work, this is always the Chairman's fault.



Tony GRIFFITHS B-3



John Ryan awaits his turn

Therefore, even though administrations are reactionary, as soon as the Committee members actually understand what they are talking about in future they should be put to the vote. If we were not involved then others were sure to sure to step into the into the vacuum. Lastly we were wished a happy Christmas, which I hope you all had?

With thanks to all the participants and apologies especially to John, Richard, Carlos and José.

"FRONTEIRA"

Lors de mon troisième "déménagement" à la DG XXI, parmi les objets les plus variés que je me suis obligé à accrocher aux murs de mon nouveau bureau, j'ai aperçu un petit tableau lequel, ayant toujours été devant moi, était passé inaperçu, car son existence était habituelle. Ce tableau contient un poème intitulé "Frontière", et son auteur est un Monsieur de la Poésie portugaise nommé Miguel Torga, ultramontain (de la province de Trás-os - Montes au Portugal), mais qui n'est pas de Freixo de Espada à Cinta (ce qui fait beaucoup de peine à notre collègue Guerra Nunes dos Reis)⁽¹⁾.

Voici le poème:

D'un côté, la terre, d'un autre côté,
la terre;
D'un côté, des gens, d'un autre côté,
des gens
Des côtés et des enfants de cette,
même montagne
Le même ciel qui les regarde et
les consent.

Le même baiser ici, le même
baiser là;
Les mêmes hurlements de chiens
ou de bandes.
Et la même lune lyrique qui vient
Blanchir les écheveaux d'une toile ancienne.

Mais, une force qui n'a pas raison,
Qui n'a pas d'yeux, qui n'a pas
de sens,
Passe et divise le coeur
Du plus petit genêt endormi.

De um lado terra, doutro lado la
terra;
De um lado gente, doutro lado
gente;
Lados e filhos desta mesma
serra,
O meslo céu os olha e os
consente.

O mesmo beijo aqui, o mesmo
beijo além;
Uivos iguais de cão ou de
alcateia.
E a mesma lua lírica que vem
Corar meadas de uma velha teia.

Mas uma força que não tem razão
Que não tem olhos, que não tem
sentido,
passa e reparte o coração
Do mais pequeno tojo adormecido

Ce poème a été écrit bien avant Maastricht! Probablement, même avant la signature du Traité de Rome!

La découverte de l'Europe sans frontières, par Bruxelles, n'a pas été celle de la poudre. Dans ce pays-là, au sud de l'Europe, dans une région riche des gents qui'y demeurent, quelq'un a eu, il y a beaucoup d'années, la lucidité et la prémonition de proposer poétiquement l'abolition des frontières.

La DG XXI a contribué, quelques fois aussi poétiquement, à ce que plus jamais ne soit divisé le coeur de ces petits genêts endormis que j'aime autant.

Carlos PLEXOTO B-3



⁽¹⁾Redaction: C'est pas encore aujourd'hui que tu gagnes le pari. Pour les non-connaiseurs, M. Nunes dos Reis est le seul portugais en Belgique qui est né dans ce village plein de traditions qui est Freixo de Espada à Cinta (traduction en français: "Chêne d'épée à la ceinture", est-ce que c'est credible?)

The Euro-Voyous day out (or the art of getting a free drink out of a Dutchman)

It was the 27th of October and gathered outside the Berlaymont was an assorted collection of mean, moody (but not quite magnificent) members of DG XXI. There were Danes, Italians, Dutch, Belgians, English and Irish all lurking with intent. What was the reason? Well for the English (as things turned out), it was an exercise in masochism, whilst for the Dutch celebrations were in order.

This was the beginning of a trip organised by Ron Hordijk to the World cup football qualifying match between England and Holland. The assembled group of 17 were all football fans (with the possible exception of Malcolm Brodier, a Chelsea supporter) interested in seeing an exciting game that would effectively decide which of these teams would go to the finals in the United States.

Tension mounted as our coach neared the Netherlands frontier where policemen were turning back British coaches. As honorary Belgians (although we lacked frites to testify to our credentials), we had no problems.

It was some time since I visited the Netherlands and I was disturbed to

see that a lot of the population were suffering from a terrible skin complaint that turned their faces orange, for some it had even spread so far as to affect their hair. "Was this a result of drinking too much Oranjeboom?" I thought. The disease appeared particularly prevalent in Rotterdam.

It was only whilst enjoying our pre-match meal I realised this was not a disease but war-paint designed to intimidate the English supporters. "Do they think we English are so easily scared" I thought (on the way back from my third trip to the toilet). The Dutch policemen however were very friendly and appeared to be asking the English supporters, especially those with very short spiky hair and large boots, to stroke their police dogs.

If the atmosphere outside the ground was fairly tense, once inside it heightened considerably. Ron Hordijk, thinking in a community spirit I presume, had managed to find us seats amongst several thousand of his compatriots. Still not all of them were armed, well at least as far as I could see. This made cheering for England rather difficult (well it did if

(you wanted to travel back to Brussels in one piece). Mind you; under the management of Graham Taylor cheering for England is difficult at the best of times.

The match regrettably (for the English contingent) went the Dutch way, but being the true sportsmen that the English are, we held no grudges against our Dutch fellow travellers. In fact, we even helped Ron with his exercise regime by insisting that he walked home to Brussels rather than travelling with us on the coach.

To show we bear no grudges, on behalf of all who travelled I would like to offer thanks to Ron Hordijk for organising everything superbly (except the result) and to Gerrit Van der Veen for all his efforts on the financial side. Special thanks to them both

for providing interpretation and bodyguard services in the stadium.

Oh yes, for all those (mainly other Dutchmen I presume) who only read this to see how to get a free drink out of a Dutchman, I'd better explain this delicate art. First you wait until there is a major football international and then you sit down amongst the Dutch fans, in the lower tier of a two tier stand. Be careful in picking your seats as they must be forward of the upper tier. Then, as in angling, all you need is patience. Just sit there and eventually a generous, albeit frustrated, soul from the upper tier will provide you with a free glass of beer. It's true that it may descend as a shower, rather than as the foaming glassful that might normally be offered, but beggars can't be choosers.

A rather depressed John PULFORD A-4



"The Adventures of Daniele"
or
"Aventure Matinale au MDB"



**L'ascenseur ou l'escalier?
Faites le bon choix!!**

For those not in the know, our gallant Assistant B nearly suffocated in an airless lift early one morning this year. Some good samaritans gave her succour while others passed by making for appointments. When the real experts in lifts eventually arrived, in her eagerness to get to work she de-

stroyed a perfectly good pair of trousers.

Her real strength of the character is shown by her laughter the day after in recounting the story and the fact that nobody was executed, for one reason or another.

PILE 'EM HIGH

"She Rules"

Kipp Williams

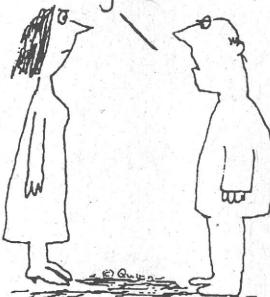


I am active, adventurous, aggressive, curious, energetic, enterprising, frank, independent and inventive



needless to say,
this hasn't won
me many friends

If God had intended women to think he'd have given them better jobs



AGATHA RETORSE

par Bill Hoest



"The Rules"

The *Female* Always Makes The Rules.

The Rules are subject to change at any time *without prior notification*.

No *Male* can possibly know all the Rules.

If the *Female* suspects the *Male* knows all the rules, she must immediately change some or *all* of the Rules.

The *Female* is NEVER wrong.

If the *Female* is wrong, it is because of a *flagrant misunderstanding* which was a *direct result* of something the *Male* did or said wrong.

If the above Rule applies, the *Male* must apologize immediately for causing the misunderstanding.

The *Female* can change her mind at any given point in time.

The *Male* must NEVER change his mind without *Express Written Consent* from the *Female*.

The *Female* has every right to be angry or upset at *any* time.

The *Female* must under NO circumstances let the *Male* know whether or not she wants him to be angry or upset.

Any attempts to document these Rules could result in bodily harm.

EN BREF

Driving Force

One of Britain's popular and prolific modern writers of "thrillers" based around horse raising has recently given the single market some free publicity. A quotation of part of the book "Driving Force" by Dick Francis is given below. Ed.

"Customs and Excise were fortunately helpful, extending the impression that talking to the general public made a change from regular bureaucracy. The near-top man I was finally steered to, who introduced himself briefly as 'Collins', offered me a seat, a cup of tea and a willing impression. An office around us: desk, green plant, second generation Scandinavian decor.

'What may your drivers carry and what may they not?' Collins repeated.

'Yes', I said.

'Yes. As you know, it's all different from the old cut-and-dried days'.

'Mm.'

'We're positively forbidden to make spot checks on anything coming from the EC.' He paused. 'European Community,' he said.

'Mm.'

'Even drugs.' He spread his hands in what looked like a long-standing frustration. 'We can act - search - only on specific information. The stuff floods in, I've no doubt, but we can't do anything about it. Customs checks on goods are now allowed only at the point of entry into the Community. Once inside, movement is free.'

'I expect it saves a lot of paperwork,' I said.

'Tons of it. Hundred of tons. Sixty million fever forms.' The plus side lightened his scowl. 'Saves time too, saves days and months.' He searched briefly for a booklet, found it and slid it towards me across his desk. 'Most of the present regulations are listed in there. There's very little restriction on alcohol, tobacco and personal goods. One day there'll be none. But of course there'll still be duty and restrictions of goods entering from outside the EC.'

I picked up the booklet and thanked him.

'We spend a good deal of our time juggling with VAT,' he said. 'Different rates, you see, in different EC countries.'

'I was wondering,' I murmured, 'what one may still not bring into this country from Europe, and er what one may not take out.'

His eyebrows rose. 'Not take out?'

'A thundering good read'
DAILY MAIL



Jockey Freddie Croft thought he'd left the perils behind him when he retired from the jump game. These days he was happy to transport horses from their stables to the races. Until one of his drivers picked up an unlicensed passenger. And brought him back dead.

The corpse on the doorstep was Freddie's unwelcome introduction to the shadowy, big-money conspiracy which muscled into his business and started to threaten his life. But Freddie was a fighter, and winning was in his blood . . .

First identify the danger. Then beat them out of sight . . .

'I enjoyed this book hugely'
JULIE BURCHILL, SUNDAY TIMES

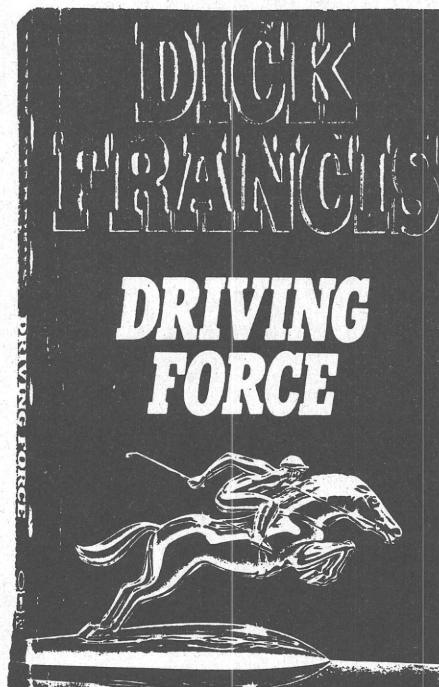
'Galloping heroics . . . the old master still engages all your interest'
MAIL ON SUNDAY

Cover illustration by Adrian Chilesman
Author photograph by Russell Cheyne © Alspott ISBN 0-330-32951-0

FICTION
UK £4.25

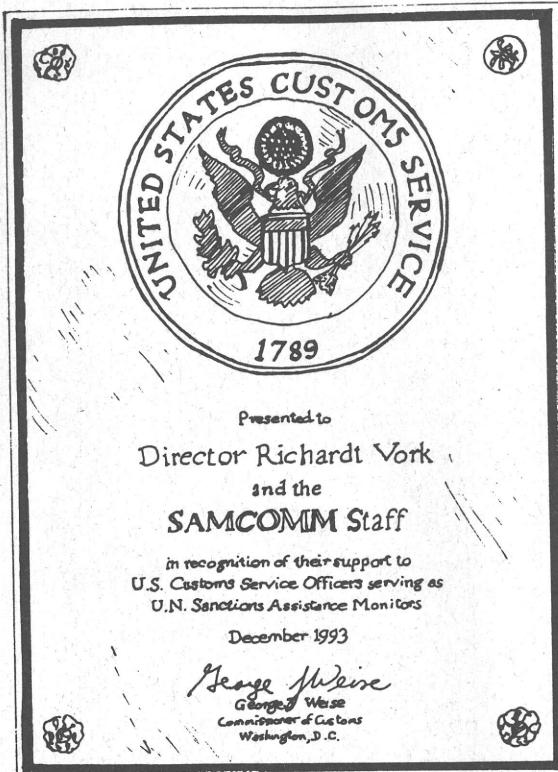
90300>

9 780330 329514



US Commissioner of Customs George Weise visits SAMCOMM

On 9 December 1993 US Commissioner of Customs George Weise visited SAMCOMM and presented a commemorative plaque with the inscription



In his accompanying speech Commissioner Weise expressed his recognition of the work that has been carried out by SAMCOMM and the Sanctions Assistance Missions. He particularly appreciated the commitment showed by all staff and confirmed his unfailing support to the implementation of sanctions.

The EU/CSCE Sanctions Coordinator, Ambassador Antonio Napolitano, and the US Sanctions Coordinator, Director Victor Comras, US State Department, were also present. The plaque will be placed in SAMCOMM.

Richard VORK
Director of SAMCOMM

RECENT ACQUISITIONS TO THE LIBRARY

NB: The XXI number is the register number

Coopers & Lybrand: A Guide to VAT in the EC, The 1993 Changes, Kluwer (XXI/32/93)

La reforma del regimen economico fiscal de Canaris, Inst. de Estudios Fiscales Marcial Pons, Madrid, 1992 (XXI/34/93)

Kirk-Othmer: Encyclopedia of Chemical Technology (XXI/36/93)

Customs Law Handbook, Gould Publications (XXI/35/93)

Etudes économiques de l'OCDE - Portugal (XXI/37/93)

Etudes économiques de l'OCDE - Espagne (XXI/38/93)

Etudes économiques de l'OCDE - Pays Bas XXI/39/93)

Etudes économiques de l'OCDE - Islande XXI/40/93)

Etudes économiques de l'OCDE - Autriche XXI/41/93)

W. Petto: Das Ausfuhrverfahren ab 1. Januar 1993, Jehle Verlag, 1992 (XXI/42/93)

Répertoire des organisations professionnelles de la CEE, 5^{ème} édition, 1991 (XXI/44/93)

W. Franke: Nutzpflanzenkunde, Georg Thieme Verlag, Stuttgart, 1992 (XXI/49/93)

P. Ravillard: La répression des infractions douanières dans le cadre du Grand Marché Intérieur, GLN Joly Edition, Paris, (XXI/50/93)

La Petite Encyclopédie de l'Energie, Ministère de l'Industrie des P et T et du Tourisme, DUNOD (XXI/51/93)

L'Industrie pétrolière en 1992, Edition 1993 (XXI/52/93)

PETROLE - Eléments statistiques 1992 (XXI/53/93)

Manuel concernant l'utilisation des procédures douanières en vue de faciliter les exportations (XXI/57/93)

Umsatzsteuer - Gesetz und Durchführungsverordnung, Erich Schmidt Verlag, Berlin 1991 (XXI/58/93)

Energy Dictionary, Jouve, 1991 (XXI/61/93)

Etudes économiques de l'OCDE 1992-1993 - Turquie (XXI/62/93)

Revenue Statistics OCDE 1965-1992 (XXI/63/93)

D. Calleja/D. Vignes/R. Wägenbaur: Commentaire Megret - Le Droit de la CEE Dispositions fiscales. Rapprochement des législations, Ed. de l'Université de Bruxelles (XXI/64/93)

T.W. Graham Solomons: Organic Chemistry, John Wiley & Sons (XXI/65/93)

Manuel de la TVA, Ministère des Finances (XXI/68/93)

La reforma del regimen economico - fiscal de Canarias (XXI/69/93)

MEMENTO PRATIQUE Francis Lefebvre CEE 1994-1995

Butterworths UK Tax Guide 1993-1994, 21th edition (XXI/4/94)

Etudes économiques de l'OCDE 1992-1993 - Canada XXI/5/94)

Etudes économiques de l'OCDE 1992-1993 - Japon XXI/6/94)

De Voil: Value-Added Tax, Butterworth (XXI/7/94)

OBSERVER



STOP PRESS

Piégué!

"Que pensez-vous des chiens"?

En répondant spontanément à une simple question, notre collègue Pierre Tournon (A-4) est devenu une star de la télévision belge lors d'une interview-trottoir.

Ami des bêtes, oui, mais il n'est pas

vraiment d'accord sur le style de cartes de visite que ce petit monde à quatre patte laisse sur les trottoirs bruxellois. La censure nous empêche de répéter mot à mot la réponse donnée.

Enfin, il faut bien peu de choses pour devenir une vedette!



* * *

We have just been informed that Erik Blegvad ANDERSEN, the Danish Fiscal Attaché has left us to go home to Denmark. For those of us who

have worked with him this can only be a moment of regret. We wish him all the best and welcome his successor Ms Marianne THYRRING.

Raising the travellers' allowances

This long running saga should draw to an end by 1 April 1994. The political agreement reported by Jan Van-gheluwe in "En bref" (p. 46) of INFO

N° 15 ran into political problems in Parliament. Result for VAT & Customs duties is that the entry into force had to be put off - again.



Illegally imported beer and wine, seized by Customs officers at Dover, being "recycled" at a secret location yesterday.

Seized beer and wine poured into sewers

More than 5,000 litres of illegally imported beer and 250 litres of wine confiscated by Customs at Dover were destroyed at a water treatment site near Maidstone yesterday. Customs hope the mass destruction will serve as a warning to bootleggers. The haul was one-hundredth of the total seized throughout Britain in the ten months since the introduction of the Single European Act on January 1 last year. In yesterday's operation the alcohol was treated before being discharged into the sewers. Broken glass and crushed cans were taken for recycling.

Editor:

Tony Griffiths 55729 2/35

Editorial Committee:

<i>Hervé Blin</i>	52944	3/34A
<i>Maria Manuela Cabral</i>	54259	3/38A
<i>John De Neumann</i>	54901	1/01
<i>Ida Perez</i>	61639	3/01
<i>Brigitte Segers</i>	62744	3/19A
<i>Valère Moutarlier</i>	62162	5/35

Layout:

Ida Perez

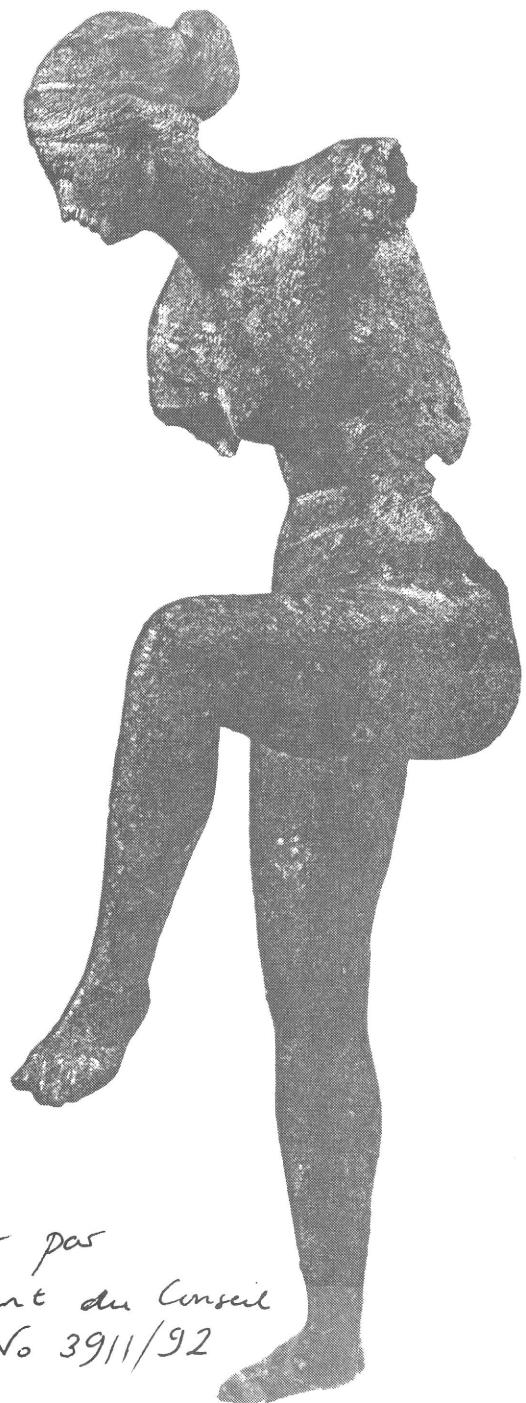
Contributors to this edition:

Maximilienne Caro-Fernandez, Pierre Coppens, Françoise Collet, Paolo Di Roma, Lisa Galaski, Jutta Gebauer-Fizelson, Rosa Maria Lopze Jorrin, Martine Mateo, Carlos Peixoto, Claire Powell, John Pulford, Patrick Ravillard, José Manuel Rojo Garcia, John Ryan, Frans Van Santen, Richardt Vork

*Responsibility for the articles
published rests with their authors*

*All articles or information for the next edition must be sent
to the editorial office (MDB 3/01 or 2/35) before
21 March 1994, if possible in electronic form
by Insem mail to M472 perezid.*

For more information phone 61639 or 55729



Protégé par
Règlement du Conseil
(CEE) No 3911/92